

**Art. 4** - Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015 voor zover een gelijk decreet aangenomen bij het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap ook op deze datum in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 april 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement 1035 (2013-2014) Nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, plenaire zitting van 25 april 2014.*

Bespreking.

Stemming.

—————  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2014/203439]

**11 AVRIL 2014. — Décret modifiant le Livre III du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie portant les dispositions relatives au patrimoine (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 185, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « architectural, » sont insérés entre les mots « archéologique, » et « scientifique » ;

2° les mots « mémoriel, esthétique, » sont insérés entre les mots « social, » et « technique » ;

3° les mots « ou paysager » sont remplacés par les mots « , paysager ou urbanistique, en tenant compte des critères soit de rareté, soit d'authenticité, soit d'intégrité, soit de représentativité : ».

**Art. 2.** L'article 187 du même Code est complété par les 14°, 15° et 16° rédigés comme suit :

« 14° patrimoine mondial : le bien classé reconnu par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, en abrégé l'UNESCO, pour sa valeur universelle exceptionnelle en application de la convention du 16 novembre 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture ;

15° requalification : modification de la mesure de protection et de reconnaissance de la valeur patrimoniale d'un bien immobilier ;

16° certificat de patrimoine : certificat préalable à toute demande de permis d'urbanisme, délivré par l'Administration du Patrimoine, valable deux ans, fixant les limites et possibilités d'intervenir sur la partie classée d'un immeuble classé. ».

**Art. 3.** Dans l'article 188, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « architectural, » sont insérés entre les mots « archéologique, » et « scientifique » ;

2° les mots « mémoriel, esthétique, » sont insérés entre les mots « social, » et « technique » ;

3° les mots « ou paysager » sont remplacés par les mots « , paysager ou urbanistique ».

**Art. 4.** Dans le Livre III, Titre II, Chapitre 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré une section 4/1 intitulée : « Section 4/1. De la requalification ».

**Art. 5.** Dans la section 4/1 insérée par l'article 4 du présent décret, il est inséré un article 205/1 rédigé comme suit :

« Art. 205/1. Le Gouvernement procède, éventuellement à la demande d'une partie identifiée à l'article 197, à l'examen de l'adéquation de la mesure de protection adoptée pour un bien par rapport aux intérêts et critères définis à l'article 185.

L'Administration propose au Gouvernement soit de maintenir la protection antérieure, soit de requalifier le bien.

Si le Gouvernement envisage la requalification, il notifie aux personnes visées à l'article 198 la proposition émanant de l'Administration, accompagnée du dossier administratif complet.

Les parties visées à l'article 197 disposent d'un délai de trente jours à dater de la notification pour faire part de leurs observations. Le délai est suspendu du 16 juillet au 15 août.

Le Gouvernement statue par voie d'arrêté dans les soixante jours de l'expiration du délai prévu à l'alinéa 4. Sa décision est notifiée aux personnes visées à l'article 198.

L'arrêté de requalification est publié par mention au *Moniteur belge*.

Le Gouvernement est chargé des modalités d'application du présent article. ».

**Art. 6.** Dans l'article 206, § 1<sup>er</sup>, du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 : « La procédure d'actes et travaux conservatoires d'urgence telle que visée à l'article 216/1, § 3, déroge à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup> ».

**Art. 7.** Dans le Livre III, Titre II, Chapitre I<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré une section 6/1 intitulée : « Section 6/1. — Du patrimoine mondial et des structures de gestion ».

**Art. 8.** Dans la section 6/1 insérée par l'article 7, il est inséré un article 209/1 rédigé comme suit :

« Art. 209/1. Lorsqu'un élément du patrimoine ou une partie du territoire est reconnu en tant que patrimoine mondial de l'humanité en application de la convention du 16 novembre 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, l'impératif de protection de sa valeur universelle exceptionnelle ainsi que le plan de gestion du bien et de la zone tampon qui assurent l'objectif sont pris en compte dans les documents d'urbanisme de la ou des collectivités concernées. ».

**Art. 9.** Dans la section 6/1 insérée par l'article 7 du présent décret, il est inséré, après l'article 209/1 inséré par l'article 8, une sous-section 1<sup>re</sup>, comportant les articles 209/2 et 209/3, rédigée comme suit :

« Sous-section 1<sup>re</sup>. — Du Comité wallon du patrimoine mondial

Art. 209/2. Il est créé un comité wallon du patrimoine mondial en abrégé le « CWPAM ».

Il est composé :

- 1<sup>o</sup> du Ministre du Patrimoine ou son représentant, lequel préside le comité;
- 2<sup>o</sup> du Ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions ou son représentant;
- 3<sup>o</sup> du Ministre ayant le Tourisme dans ses attributions ou son représentant;
- 4<sup>o</sup> du président de la section Wallonie-Bruxelles du Conseil international des Monuments et des Sites;
- 5<sup>o</sup> du président de la commission;
- 6<sup>o</sup> d'un représentant du Département du Patrimoine de l'Administration;
- 7<sup>o</sup> d'un représentant de l'Institut du Patrimoine wallon.

Le cas échéant, il peut inviter des experts ou des spécialistes.

Art. 209/3. Le comité wallon du patrimoine mondial a pour missions :

- 1<sup>o</sup> de définir une stratégie globale liée aux sites du patrimoine mondial en Wallonie;
- 2<sup>o</sup> de débattre des enjeux y afférents;
- 3<sup>o</sup> d'analyser la recevabilité de toute nouvelle proposition d'inscription au patrimoine mondial;
- 4<sup>o</sup> de dégager les priorités en termes de budget, de programmation tel que les actions et projets, et de recherche;
- 5<sup>o</sup> d'approuver les plans de gestion de chaque bien et de s'assurer de leur mise en œuvre. ».

**Art. 10.** Dans la section 6/1 insérée par l'article 7 du présent décret, il est inséré, après l'article 209/3 inséré par l'article 9, une sous-section 2, comportant les articles 209/4 et 209/5, rédigée comme suit :

« Sous-section 2. — Des plans de gestion

Art. 209/4. Tout bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou tout bien proposé pour inscription sur la liste du patrimoine mondial est doté d'un plan de gestion répondant aux dispositions des orientations pour la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial.

Le Gouvernement définit la structure et la composition du plan de gestion.

Art. 209/5. Chaque plan de gestion est élaboré, mis en œuvre et actualisé par le biais d'une structure tripartite composée d'un organe opérationnel appelé « comité de gestion », d'un organe décisionnel appelé « comité de pilotage » et d'un organe de référence et de recherche appelé « comité scientifique ».

Le Gouvernement définit la composition, les missions et le fonctionnement des différents comités. ».

**Art. 11.** Dans l'article 212, § 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Chaque bien classé fait l'objet d'une première fiche d'état sanitaire transmise par l'administration aux personnes visées à l'article 198, paragraphe 2. »;

2<sup>o</sup> les alinéas 1<sup>er</sup> à 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Les propriétaires de biens classés actualisent et transmettent à l'Administration, tous les cinq ans, une fiche d'état sanitaire résultant d'une étude décrivant l'état physique du bien classé et établissant pour les cinq prochaines années un plan des études et des travaux de prévention et de restauration nécessaires pour assurer la conservation intégrée du bien. La fiche est soumise à l'approbation du Gouvernement ou de son délégué et est transmise pour information à la commune où le bien est situé lorsque sa destination est à usage public.

La fiche d'état sanitaire comporte au minimum :

- 1<sup>o</sup> les indications techniques relatives à l'état physique général du monument ou à l'état de conservation du site, de l'ensemble architectural ou du site archéologique;
- 2<sup>o</sup> l'examen de la nécessité de réaliser des études préalables complémentaires;
- 3<sup>o</sup> le degré d'urgence des travaux à réaliser, notamment des travaux prioritaires;
- 4<sup>o</sup> le cas échéant, l'estimation et la hiérarchisation des travaux visés au 3<sup>o</sup>;
- 5<sup>o</sup> le cas échéant, les démarches administratives à entreprendre en vue d'effectuer les études visées au 2<sup>o</sup> et les travaux visés au 3<sup>o</sup>;

Lors de la notification de la première fiche d'état sanitaire, l'Administration indique les travaux pour lesquels des subventions peuvent être accordées. »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 4, le mot « quinze » est remplacé par le mot « trente »;

4° le même paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement est chargé de l'exécution du présent article et d'organiser la procédure ainsi que de déterminer le contenu de la fiche sanitaire et ses modalités d'exécution ».

**Art. 12.** Dans l'article 213 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° après l'alinéa 3, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement charge le comité d'accompagnement qu'il crée dans le cadre d'une procédure de délivrance de certificat de patrimoine visée à la section 3/1 du présent chapitre, d'examiner obligatoirement la nécessité de réaliser une étude préalable ainsi que de déterminer son contenu et les conditions de sa mise en œuvre. ».

**Art. 13.** Dans le Livre III, Titre II, Chapitre II du Code, il est inséré un article 215<sup>bis</sup> rédigé comme suit :

« Art. 215<sup>bis</sup>. Selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement organise l'ouverture au public des biens bénéficiant de l'intervention de la Région wallonne dans les frais de restauration. ».

**Art. 14.** Dans le Livre III, Titre II, Chapitre II, du Code, il est inséré une section 3/1 intitulée :

« Section 3/1. — Du certificat de patrimoine ».

**Art. 15.** Dans la section 3/1 insérée par l'article 14, il est inséré un article 216/1 rédigé comme suit :

« Art. 216/1. § 1<sup>er</sup>. Tous travaux de restauration, au sens de la législation sur le patrimoine, sont soumis à la délivrance d'un permis d'urbanisme, à l'exception de ceux visés au § 2.

La délivrance d'un permis d'urbanisme, d'urbanisation ou d'un permis unique pour un ou des biens soumis au champ d'application de la législation relative au patrimoine est subordonnée à la délivrance d'un certificat préalable.

§ 2. Sont soumis à déclaration préalable selon les modalités à fixer par le Gouvernement :

1° les travaux de restauration relatifs à un bien immobilier repris sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement, qui ne modifient ni l'aspect extérieur du bien, ni ses matériaux, ni les caractéristiques qui ont justifié les mesures de protection, dont le coût hors T.V.A. est supérieur au montant maximum déterminé par le Gouvernement pour la maintenance;

2° les travaux relatifs à un bien immobilier, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement, qui ne modifient pas les caractéristiques qui ont justifié les mesures de protection et qui, en raison de leur nature ou de leur faible impact patrimonial, ne requièrent pas de permis d'urbanisme.

§ 3. Par dérogation à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 14°, la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence relatifs à un bien classé ou soumis provisoirement aux effets du classement par une mesure de sauvegarde, destinée à le préserver sans délai, en fonction soit de conditions climatiques dommageables, soit d'un évènement fortuit, peut être autorisée par l'Administration désignée par le Gouvernement, selon une procédure simplifiée à adopter par le Gouvernement. ».

**Art. 16.** A l'article 226, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « Elle rend également un avis relatif à la réaffectation et à l'expropriation des biens visés à l'article 212, § 2 » sont abrogés.

**Art. 17.** L'article 233 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Selon les modalités qu'il détermine, le Gouvernement dresse et tient à jour un inventaire du patrimoine archéologique et établit un zonage archéologique de la Région wallonne. ».

**Art. 18.** Dans l'article 109, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même Code, les mots « ou du procès-verbal de synthèse définitif » sont supprimés. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 1016 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 avril 2014.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203439]

**11 APRIL 2014. — Decreet tot wijziging van Boek III van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie houdende de bepalingen inzake erfgoed (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 185, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, worden volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden « architectonisch, » worden ingevoegd tussen de woorden "archeologisch" en "wetenschappelijk";
- 2° de woorden "herinneringsgericht, esthetisch," worden ingevoegd tussen de woorden "sociaal," en "technisch";
- 3° de woorden "of landschapachtig belang" worden vervangen door de woorden ", landschappelijk of stedenbouwkundig belang, rekening houdend met ofwel de zeldzaamheid, ofwel de authenticiteit, ofwel de integriteit ofwel de representativiteit: ".

**Art. 2.** Artikel 187 van hetzelfde Wetboek wordt met 14°, 15° en 16° aangevuld, luidend als volgt:

"14° werelderfgoed: het goed beschermd door de Organisatie van de Verenigde Naties voor de opvoeding, de wetenschap en de cultuur, afgekort UNESCO, wegens zijn buitengewone universele waarde overeenkomstig de overeenkomst van 16 november 1972 inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld van de Organisatie van de Verenigde Naties voor de opvoeding, de wetenschap en de cultuur;

15° herkwalificatie: wijziging van de maatregel tot bescherming en erkenning van de erfgoedwaarde van een onroerend goed;

16° erfgoedcertificaat: certificaat dat voorafgaat aan elke aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning, verstrekt door de erfgoedadministratie, twee jaar geldig, tot vaststelling van de beperkingen en mogelijkheden van ingrepen in het beschermd deel van een beschermd onroerend goed."

**Art. 3.** In artikel 188, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden « architectonisch, » worden ingevoegd tussen de woorden "archeologisch" en "wetenschappelijk";
- 2° de woorden "herinneringsgericht, esthetisch," worden ingevoegd tussen de woorden "sociaal," en "technisch";
- 3° de woorden "of landschapachtig" worden vervangen door de woorden ", landschappelijk of stedenbouwkundig".

**Art. 4.** In Boek III, Titel II, Hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4/1 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 4/1. - Herkwalificatie".

**Art. 5.** In afdeling 4/1, ingevoegd bij artikel 4 van dit decreet, wordt er een artikel 205/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 205/1. De Regering gaat eventueel op aanvraag van een partij, omschreven in artikel 197, na of de beschermingsmaatregel die aangenomen wordt voor een goed in verhouding staat tot de belangen en criteria omschreven in artikel 185.

De administratie legt de Regering een voorstel tot handhaving van de voormalige bescherming of tot herkwalificatie van het goed voor.

Als de Regering de herkwalificatie overweegt, geeft zij kennis aan de personen bedoeld in artikel 198 van het voorstel uitgaand van de administratie, samen met het volledige administratieve dossier.

De partijen bedoeld in artikel 197 beschikken over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de kennisgeving, om hun bemerkingen te laten geworden. De termijn wordt tussen 16 juli en 15 augustus opgeschort.

De Regering beslist bij besluit binnen de zestig dagen na verstrijken van de termijn waarvan sprake in lid 4. Haar beslissing wordt medegedeeld aan de personen bedoeld in artikel 198.

Het besluit tot herkwalificatie wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt bij wijze van uittreksel.

De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van dit artikel vaststellen."

**Art. 6.** In artikel 206 van hetzelfde Wetboek wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd, tussen lid 1 en lid 2: "De procedure voor dringende bewarende handelingen en maatregelen zoals bedoeld in artikel 216/1, § 3, wijkt af van artikel 84, § 1, 14°."

**Art. 7.** In Boek III, Titel II, Hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 6/1 ingevoegd, met als opschrift: "Afdeling 6/1. - Werelderfgoed en beheersstructuren".

**Art. 8.** In afdeling 6/1, ingevoegd bij artikel 7, wordt er een artikel 209/1bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 209/1. Wanneer een element van het erfgoed of een deel van het grondgebied erkend wordt als werelderfgoed van de mensheid overeenkomstig de overeenkomst van 16 november 1972 inzake de bescherming van het cultureel en natuurlijk erfgoed van de wereld van de Organisatie van de Verenigde Naties voor de opvoeding, de wetenschap en de cultuur, wordt de beschermingsvereiste van zijn uitzonderlijke universele waarde, evenals het beheersplan van het goed en het buffergebied die tot dit doel strekken, mee overwogen in de stedenbouwkundige documenten van de betrokken collectiviteit(en)."

**Art. 9.** In afdeling 6/1, ingevoegd bij artikel 7 van dit decreet, wordt na artikel 209/1 ingevoegd bij artikel 8 een onderafdeling 1 ingevoegd, bevattende de artikelen 209/2 en 209/3, luidend als volgt:

"Onderafdeling 1. - "Comité wallon du patrimoine mondial" (Waals comité voor het werelderfgoed)

Art. 209/2. Er wordt een Waals comité voor het werelderfgoed opgericht, afgekort "CWAPAM".

Het bestaat uit:

- 1° de Minister van Erfgoed of diens vertegenwoordiger, die het comité voorzigt;
- 2° de Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen of diens vertegenwoordiger;
- 3° de Minister bevoegd voor Toerisme of diens vertegenwoordiger;
- 4° de voorzitter van de afdeling Wallonië-Brussel van de "International Council on Monuments and Sites";
- 5° de voorzitter van de commissie;
- 6° een vertegenwoordiger van het Departement Erfgoed van de administratie;
- 7° een vertegenwoordiger van het "Institut du patrimoine wallon".

In voorkomend geval kan het comité deskundigen of specialisten uitnodigen.

Art. 209/3. Het Waals comité voor het werelderfgoed heeft als opdrachten:

- 1° de omschrijving van een globale strategie in verband met de sites van het werelderfgoed in Wallonië;

- 2° de bespreking van de dienovereenkomstige uitdagingen;
- 3° het bekijken van de ontvankelijkheid van elk nieuw voorstel tot opneming in het werelderfgoed;
- 4° het stellen van prioriteiten in termen van begroting, programmatie zoals de acties en projecten, en van onderzoek;
- 5° de goedkeuring van de beheersplannen van elk goed en het toezicht op de uitvoering ervan.”.

**Art. 10.** In afdeling 6/1, ingevoegd bij artikel 7 van dit decreet, wordt na artikel 209/3 ingevoegd bij artikel 9 een onderafdeling 2 ingevoegd, bevattende de artikelen 209/4 en 209/5, luidend als volgt :

“Onderafdeling 2. — Beheersplannen

Art. 209/4. Elk goed opgenomen op de lijst van het werelderfgoed en elk goed voorgesteld voor opneming op de werelderfgoedlijst krijgt een beheersplan dat overeenstemt met de beleidsbepalingen voor de uitvoering van de overeenkomst inzake werelderfgoed.

De Regering bepaalt de structuur en de samenstelling van het beheersplan.

Art. 209/5. Elk beheersplan wordt uitgewerkt, uitgevoerd en bijgewerkt via een driedelige structuur bestaand uit een operationeel orgaan, “beheerscomité” genoemd, een beslissingsorgaan, “stuurcomité” genoemd en een referentie- en onderzoeksorgaan, “wetenschappelijk comité” genoemd.

De Regering bepaalt de samenstelling, de opdrachten en de werking van de verschillende comités.”.

**Art. 11.** In artikel 212, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° voor lid 1 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Voor elk beschermd goed wordt een eerste fiche in verband met de gezondheidstoestand opgemaakt, die door de administratie overgemaakt wordt aan de personen bedoeld in artikel 198, paragraaf 2.”;

2° leden 1 en 3 worden vervangen als volgt :

De eigenaars van beschermde goederen moeten om de vijf jaar een fiche in verband met de sanitaire toestand bijwerken en aan de administratie overmaken, voortvloeiend uit een onderzoek waarin de fysieke toestand van dat beschermd goed omschreven wordt en die voor de vijf volgende jaren een plan van de studies en voorzorg- en restauratiewerken omschrijft met het oog op het geïntegreerd behoud van het goed. Deze fiche wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering of aan haar afgevaardigde en wordt ter informatie doorgestuurd naar de gemeente waar het goed gelegen is indien het voor openbaar gebruik bestemd is.

De fiche in verband met de gezondheidstoestand bevat minstens :

1° de technische aanwijzingen in verband met de algemene fysieke staat van het monument of in verband met de vrijwaring van de site, van het architectonisch geheel of van de archeologische site;

2° het onderzoek naar de noodzaak om aanvullende voorafgaandelijke onderzoeken te verrichten;

3° de dringendheidsgraad van de uit te voeren werken, met name van de prioritaire werken;

4° in voorkomend geval, de raming en de hiërarchische oplijsting van de werken bedoeld onder 3°;

5° in voorkomend geval, de administratieve stappen die ondernomen moeten worden om de onderzoeken bedoeld onder 2° en de werken bedoeld onder 3° uit te voeren.

Bij de kennisgeving van de eerste fiche in verband met de gezondheidstoestand geeft de administratie aan voor welke werken subsidies toegekend kunnen worden.”;

3° in lid 4 wordt het woord “vijftien” vervangen door het woord “dertig”;

4° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De Regering is belast met de uitvoering van dit artikel en met de organisatie van de procedure, evenals met de bepaling van de inhoud van de fiche en de regels ter uitvoering ervan.”.

**Art. 12.** In artikel 213 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt opgeheven;

2° na lid 3 wordt een lid ingevoegd luidend als volgt:

“De Regering belast het begeleidingscomité dat zij in het kader van een procedure voor het verstrekken van het erfgoedcertificaat bedoeld in afdeling 3/1 van dit hoofdstuk opricht, ermee, na te gaan of een voorafgaand onderzoek noodzakelijk is en de inhoud ervan, evenals de voorwaarden voor de uitvoering ervan, te bepalen.”.

**Art. 13.** In hoofdstuk II van titel II van boek III van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 215*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 215*bis*. Volgens de door haar bepaalde nadere regels voorziet de Regering in de openstelling van de goederen waarvoor het Waalse Gewest bijdraagt in de restauratiekosten, voor het publiek.”.

**Art. 14.** In hoofdstuk II van titel II van boek III van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3/1 ingevoegd, met volgend opschrift :

“Afdeling 3/1. — Erfgoedcertificaat”.

**Art. 15.** In afdeling 3/1, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 216/1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 216/1. § 1. Alle restauratiewerken in de zin van de erfgoedwetgeving worden ondergeschikt gemaakt aan het verstrekken van een stedenbouwkundige vergunning, behoudens de werken bedoeld in § 2.

Het verstrekken van een stedenbouwkundige vergunning, van een bebouwingsvergunning of van een eenmalige vergunning voor een goed of voor goederen vallend onder het toepassingsgebied van de erfgoedwetgeving wordt ondergeschikt gemaakt aan het verstrekken van een voorafgaand certificaat.

§ 2. Aan een voorafgaande aangifte worden onderworpen, volgens nadere regels vast te stellen door de Regering :

1° de restauratiewerken in verband met een onroerend goed opgenomen op de beschermingslijst, beschermd of voorlopig onderworpen aan de gevolgen van de bescherming, die noch het buitenaanzicht van het goed, noch de materialen, noch de kenmerken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben wijzigen, waarvan de kostprijs, BTW niet meegerekend, hoger is dan het maximumbedrag bepaald door de Regering voor de instandhouding van het goed;

2° de werken in verband met een onroerend goed, beschermd of voorlopig onderworpen aan de gevolgen van de bescherming, die de kenmerken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, niet wijzigen en die wegens hun aard of de geringe impact op het erfgoed, geen stedenbouwkundige vergunning vereisen.

§ 3. In afwijking van artikel 84, § 1, 14°, kan de uitvoering van dringende bewarende handelingen en werken in verband met een beschermd goed of een goed, voorlopig onderworpen aan de gevolgen van de bescherming, met het oog op de onverwijld vrijwaring ervan in functie van ofwel schadelijke weersomstandigheden ofwel een toevallige gebeurtenis, door de administratie aangewezen door de Regering gemachtigd worden volgens een vereenvoudigde procedure, aan te nemen door de Regering.”.

**Art. 16.** In artikel 226, paragraaf 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Zij brengt ook advies uit over de nieuwe bestemming en de onteigening van de in artikel 212, § 2, bedoelde goederen." opgeheven.

**Art. 17.** Artikel 233 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

"Volgens de door haar bepaalde nadere regels wordt door de Regering een inventaris van het archeologisch erfgoed opgemaakt en bijgewerkt en een archeologische zonerings van het Waalse Gewest vastgelegd."

**Art. 18.** In artikel 109, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "of een definitief samenvattend proces-verbaal".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement 1016 (2013-2014) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203420]

### 28 AVRIL 2014. — Décret complétant le Livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatif à l'aide aux gens du voyage (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un titre 7, intitulé « Aide aux gens du voyage ».

**Art. 3.** Dans le titre 7 inséré par l'article 2, il est inséré les articles 149/1 à 149/12, rédigés comme suit :

« Art. 149/1. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1° gens du voyage : des communautés d'origines différentes caractérisées par un habitat mobile, qui se déplacent de lieu en lieu durant plusieurs mois de l'année et qui, à chaque arrêt, restent quelques jours sur place avant de reprendre la route;

2° accueil : procédure organisant officiellement le séjour temporaire des gens du voyage et permettant la recherche de solutions concertées à des problèmes spécifiques;

3° médiation : méthode d'action sollicitant l'intervention d'un tiers, indépendant et impartial, qui vise à mettre d'accord, à concilier ou à réconcilier des personnes ou des parties.

Art. 149/2. Le présent titre a pour objectif d'apporter une aide aux gens du voyage, notamment :

1° en promouvant l'intégration des gens du voyage;

2° en luttant contre les processus qui engendrent la pauvreté des gens du voyage;

3° en soutenant un accueil concerté et de qualité des gens du voyage en Wallonie.

#### CHAPITRE 2. — Accueil des gens du voyage

##### Section 1<sup>re</sup>. — Missions de l'organisme spécialisé en accueil des gens du voyage

Art. 149/3. Les missions de l'organisme spécialisé en accueil des gens du voyage consistent à :

1° promouvoir les projets sociaux et socioprofessionnels des gens du voyage et favoriser la participation citoyenne des gens du voyage et de leurs associations;

2° apporter une aide à l'accomplissement des formalités administratives aux gens du voyage, notamment en lien avec leur habitat mobile;